

Daniel Bensaïd

Pour une démocratie sociale universelle

Les intelligences serviles de la mondialisation libérale prétendent que le marché et la concurrence débridée sont le moyen le plus rationnel de gérer la production et la distribution de richesse. Les lamentations de M. Wolfensohn, président de la banque mondiale, sur les « anomalies » de l'état du monde (la mortalité infantile massive, la détérioration galopante de l'environnement, le monopole des riches sur les nouvelles technologies) infirment cette prétention. Le rapport 2000 de l'Onu sur le développement humain confirme le maintien de la pauvreté et le creusement des inégalités (entre Nord et Sud, entre hommes et femmes, et au sein même des pays riches).

D'autre part, la « démocratie de marché » chère à Tony Blair est bien malade en Europe de l'Ouest comme de l'Est, et les récentes élections américaines viennent encore d'en donner un exemple caricatural. Les scandales se multiplient. La corruption prend des proportions colossales. Les affaires font les affaires. Les pratiques mafieuses gangrènent les élites politiques. Et l'abstention ou l'indifférence électorale gagnent du terrain.

Pourtant, la démocratie politique et sociale est bien la seule alternative aux lois impitoyables du marché. La mesure de toute chose par la valeur marchande est de plus en plus incapable d'organiser les rapports des hommes entre eux et de l'humanité à ses conditions naturelles de reproduction. Seule une délibération collective peut décider de ce que nous devons produire, de comment nous devons le produire (pour éviter les désastres écologiques

et les catastrophes alimentaires), des critères de redistribution, et finalement (devant le vertige des biotechnologies), de l'humanité que nous voulons devenir.

Certes, la démocratie politique a progressé dans le monde ces vingt dernières années et on ne peut que s'en féliciter. Les dictatures bureaucratiques se sont écroulées à l'Est. Les dictatures militaires en Amérique latine sont tombées les unes après les autres dans les années quatre-vingt. Le régime d'apartheid a été renversé en Afrique du Sud. Plusieurs pays du monde arabe, l'Iran, la Corée du Nord, la Chine, et quelques autres, gardent le triste privilège de régimes autoritaires dictatoriaux. Mais déjà se profilent de nouveaux périls nés de la décomposition des appareils d'État en Afrique ou de la montée de forces national-libérales à l'image de Poutine en Russie ou Haider en Autriche.

Les libertés démocratiques restent donc à conquérir et à défendre : libertés syndicales, libertés de la presse et d'information, indépendance des partis et des syndicats par rapport aux pouvoirs d'État, droits de réunion, lutte contre la corruption, les pouvoirs occultes de l'argent, les lobbys militaires, défense acharnée du pluralisme politique. Mais les campagnes idéologiques liées à la contre-réforme libérale des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix ont visé à modifier la vision du monde. Comme si les dominations impérialistes étaient solubles dans la mondialisation marchande ou avaient disparu en même temps que les régimes bureaucratiques stalinien, elles présentent le nouvel ordre mondial comme une croisade des démocraties contre les totalitarismes et escamotent la question sociale. Au nom d'un « internationalisme » des marchés financiers et du rejet des nationalismes rances, elles dénigrent toute forme de

souveraineté populaire visant au contrôle des richesses naturelles ou à un développement indépendant.

L'heure est à la privatisation du monde. Non seulement des entreprises ou des services, mais de l'information, du vivant (par le brevetage), de l'air (par l'instauration d'un marché des droits à polluer), de l'eau, et maintenant des gènes et des embryons. L'espace public et le bien commun rétrécissent en proportion inverse. Ce sont là les raisons profondes du malaise dans la civilisation et de l'anémie démocratique : pourquoi voter et se mobiliser quand les dirigeants en place prétendent qu'on ne peut rien entreprendre contre les lois implacables de l'économie et contre la volonté des « marchés financiers ».

Les libertés politiques et civiques sont donc vitales et nécessaires mais non suffisantes. Qui décide ? Ou sont les véritables centres du pouvoir ? Les grandes banques, les grandes firmes transnationales, les industriels de l'armement pèsent plus lourd que nombre de parlements et de gouvernements. Le pouvoir de la propriété est plus étendu et plus concentré que jamais. Tous les courants socialistes depuis l'origine et quelles que soient leurs divergences, faisaient de cette question de la propriété une condition essentielle de la démocratie sociale. La gestion bureaucratique des entreprises nationalisées dans de nombreux pays et la faillite des économies étatisées à l'Est ont discrédité l'idée de la socialisation de la production. Ce n'est pas une raison pour y renoncer. Il faut au contraire remettre à l'ordre du jour la lutte pour les formes de contrôle et d'appropriations sociale dans leur diversité (nationalisations, coopératives, économie mutualiste, autogestion, contrôle populaire). C'est l'autre volet nécessaire d'une lutte résolue pour une démocratie participative

effective, où les élections ne se limitent pas à des sondages légaux, où les citoyens ne soient pas actifs une fois tous les quatre ans et passifs le reste du temps, mais où la volonté populaire exerce en permanence sa vigilance et le contrôle sur ses mandants.

Sans cette participation active, sans la reconnaissance effective du droit à l'emploi, au revenu, au logement, à l'éducation, à la santé, la démocratie reste sans substance. Si elle n'ap-

porte pas plus de justice sociale que certains régimes populistes autoritaires, elle sera peu ou faiblement défendue en cas de menace. C'est le danger qui plane sur ce que certains appellent déjà « l'ère des dépolitisations ».

Il y a plus d'un siècle en France, après les massacres de juin 1848 et de la Commune de Paris, les travailleurs les plus conscients avaient déjà compris que la défense de la République, si nécessaire soit-elle, ne suffisait

plus. Ils mirent à l'ordre du jour la belle idée de République sociale universelle. Aujourd'hui, les résistances à la mondialisation marchande impériale qui tissent leur toile de Seattle à Porto Alegre en passant par Prague ou Nice, doivent mettre à l'ordre du jour la Démocratie sociale universelle.

Archives personnelles,
début des années 2000